

1986, chapitre 145

**LOI CONCERNANT LE FOYER SAINT-ANTOINE
DE LONGUEUIL**

Projet de loi 224

présenté par M. Claude Dauphin, député de Marquette

Présenté le 15 mai 1986

Principe adopté le 19 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

Sanctionné le 19 juin 1986

Entrée en vigueur: le 19 juin 1986

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 145

Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

Préambule ATTENDU que le notaire Joseph Goguet a donné au curé George Thibault de Longueuil le lot 215 du cadastre du village de Longueuil, avec les bâtisses dessus érigées, par acte de donation passé devant Pierre Brais, notaire, le 28 avril 1876 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil, sous le numéro 13 595;

Que le curé George Thibault a lui-même par la suite donné cet immeuble à la corporation religieuse des Soeurs Grises de Montréal, dont la Province Ville-Marie de Montréal est l'ayant droit, par acte passé devant Pierre Brais, notaire, le 30 mai 1876 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil, sous le numéro 13 774, le tout en exécution des conditions de la donation du notaire Joseph Goguet et particulièrement sujet à ce que cet immeuble serve comme hospice ou maison de charité;

Que les bâtisses originales ont dû être démolies vers 1903 et remplacées par une bâtisse plus adéquate, ceci ayant nécessité l'acquisition de plusieurs lots adjacents, soit les lots 216, 217, 218 et 219 du cadastre du village de Longueuil et qu'en conséquence, le foyer est aujourd'hui exploité sur la totalité de ces lots;

Que la communauté s'est conformée aux conditions de la donation pendant plus de 100 ans;

Qu'une condition résolutoire stipulée aux termes de la donation prévoit qu'au cas de cessation de l'oeuvre pendant plus de deux ans, le lot 215 devra être vendu par le marguillier en charge de La Fabrique

de la paroisse de Longueuil et le produit distribué aux pauvres de la ville et paroisse de Longueuil;

Que cette oeuvre pourrait ne plus se poursuivre et que la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal a besoin de faire ratifier ses titres de façon à pouvoir avoir un titre clair sur la totalité de l'immeuble du Foyer Saint-Antoine de Longueuil;

Que, dans ce but et pour respecter l'intention de cette donation, la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal désire établir la valeur des droits des pauvres prévus à l'acte de donation enregistré sous le numéro 13 595 pour que la somme correspondante soit distribuée conformément à cet acte;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Clauses
annulées

1. Sont annulées toute obligation, charge ou condition d'utiliser le lot 215 du cadastre du village de Longueuil ou les édifices construits dessus comme hospice, salle d'asile ou maison de charité qui pourraient découler des actes de donation enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Chambly à Longueuil sous les numéros 13 595 et 13 774.

Radiation

L'enregistrement de toute telle obligation, charge ou condition stipulée dans ces actes de donation est radié sur dépôt d'une copie conforme du dispositif de la présente loi.

Clause
annulée

2. Le pouvoir du marguillier en charge de la Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil de vendre le lot 215 du cadastre du village de Longueuil et ses dépendances si ce lot cesse d'être utilisé aux fins prévues aux actes de donation enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, à Longueuil, sous les numéros 13 595 et 13 774, est annulé.

Propriétaire

3. La Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal devient propriétaire du lot 215 du cadastre du village de Longueuil.

Versement
à la
Fabrique

Elle doit cependant verser à la Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil en sa qualité de fiduciaire des pauvres de la ville de Longueuil aux termes de l'acte de donation enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, à Longueuil, sous le numéro 13 595, une somme égale à 5,5% de la valeur du lot 215 additionnée de la valeur des bâtisses dessus construites, cette somme ne pouvant en aucun cas être moindre que 25 000 \$.

Exigibilité
du montant

4. La somme visée à l'article 3 est exigible lors de la première aliénation à titre onéreux du lot 215 du cadastre du village de Longueuil survenue après le 19 juin 1986 et consentie à une personne non liée à la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3).

Valeur

La valeur du lot 215 et celle des bâtisses dessus construites sont celles mentionnées à l'acte d'aliénation.

Paiement
anticipé

5. Le propriétaire du lot 215 du village de Longueuil peut acquitter en tout ou en partie la dette due en vertu de l'article 3 avant que celle-ci ne soit exigible.

Valeur
marchande

Dans ce cas, le total de la valeur du lot 215 et de celle des bâtisses dessus construites est égal à la valeur marchande qu'ils ont le jour où ce paiement est effectué.

Paiement
garanti

6. Le paiement de la dette due en vertu de l'article 3 est garanti par une hypothèque sur le lot 215 et les bâtisses dessus construites du cadastre du village de Longueuil au bénéfice de la Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil en sa qualité de fiduciaire des pauvres de la ville de Longueuil aux termes de l'acte de donation enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, à Longueuil, sous le numéro 13 595.

Quittance

Sur paiement de la totalité de la somme visée aux articles 4 ou 5, la Fabrique donne quittance et mainlevée totale de cette hypothèque.

Mainlevée
partielle

La Fabrique peut également céder priorité d'hypothèque et accorder mainlevée partielle contre valeur.

Évaluation

7. Au cas d'application de l'article 5, la valeur marchande du lot 215 à la date prévue à cet article est déterminée par un évaluateur agréé choisi par le propriétaire de ce lot et par la Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

Choix de
l'évaluateur

S'il y a désaccord relativement au choix d'un évaluateur agréé, l'une des parties peut, sur requête signifiée à l'autre, demander à un juge de la Cour supérieure de procéder à ce choix.

Distribution
aux pauvres

8. La Fabrique de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil distribue les sommes reçues en application des articles 4 ou 5 aux pauvres de la ville de Longueuil qu'elle juge les plus dignes d'être secourus et elle est réputée exercer ainsi le pouvoir semblable attribué à son marguillier en charge par l'acte de donation enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, à Longueuil, sous le numéro 13 595.

- Droits
remplacés** **9.** Les droits réels dans le lot 215 du cadastre du village de Longueuil, annulés en vertu de l'article 1, sont remplacés par des droits personnels contre la Province Ville-Marie des Soeurs Grises de Montréal.
- Prescription** Ces droits personnels ont une valeur égale à celle qu'avaient immédiatement avant le 19 juin 1986 les droits réels qu'ils remplacent et se prescrivent au maximum par 10 ans à compter de cette date.
- Enregistre-
ment** **10.** Aux fins du second alinéa de l'article 1 et du premier alinéa de l'article 6, l'enregistrement du dispositif de la présente loi est réputé avoir été effectué au plus tard le jour de la publication de la présente loi à la *Gazette officielle du Québec*.
- Hypothèque** **11.** Malgré l'article 2081*a* du Code civil, l'hypothèque prévue à l'article 6 ne s'éteint pas à l'expiration de la trentième année suivant l'enregistrement du dispositif de la présente loi et il n'est pas nécessaire de renouveler cet enregistrement.
- Entrée en
vigueur** **12.** La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.